

EPCC – Scène nationale du Grand Narbonne  
CONSEIL D'ADMINISTRATION 2 DU 28/06/24

DELIBERATION N° 2024-10

**OBJET : Validation et acceptation du transfert du personnel, des biens et de l'activité de l'association**

L'an deux mille vingt-quatre, le 28 juin, à 15h30, les membres du conseil d'administration de l'établissement public de coopération culturelle – Scène nationale du Grand Narbonne, se sont réunis à Narbonne, sous la présidence de Mme Emma BELLOTTI, sur une convocation en date du 14 juin 2024.

**Etaient présents ou représentés avec voix délibérative :**

**Pour l'Agglomération du Grand Narbonne**

- M. Bertrand MALQUIER, représenté par Mme Emma BELLOTTI ayant pouvoir
- Mme Emma BELLOTTI,
- Mme Christine DAUZATS,
- Mme Catherine GOUIRY,
- Mme Monique CHING,
- M. Bernard DEVIC,
- Mme Christine CHARPENTIER, représentée par Mme DAUZATS ayant pouvoir

**Pour l'Etat**

- M. Christopher MILES, représenté par M. Michel ROUSSEL, ayant pouvoir
- M. Michel ROUSSEL,
- M. Christian POUGET, représenté par M. Rémi RECIO, ayant pouvoir

**Pour la Commune de Narbonne**

- M. Yves PENET,
- M. Claude LEBESSOU,
- Mme Evelyne RAPINAT,

**Pour le département de l'Aude**

- M. Patrick FRANÇOIS,
- Mme Maria CONQUET, représentée par M. Jean-Luc DURAND suppléant ayant pouvoir

**Pour les personnalités qualifiées**

- Laure SERRANO,
- Michel SANTO,
- Vincent DOURLET,

**Membres excusés :**

- Mme Marie REVERDY,
- M. Alain FABRE,

**Etaient invités (sans voix délibératives) :**

- M. Fabien BERGES, M. Grégoire BRIANCON, M. Ghislain DUVERDIER, Mme Catherine SANZ, Mme Isabelle VANDERHOOF, M. Eric MISSE, Mme Nathalie PIAT

Nombre de membres en exercice : 20

Nombre de membres présents ou représentés : 18

#### Exposé des motifs

Conformément aux lois N°2002-6 du 4 janvier 2002 et n°2006-723 du 22 juin 2006 relatives à la création d'établissements publics de coopération culturelle, et à son fonctionnement, Conformément aux décrets n° 2002-1172 du 11 septembre 2002 et n° 2007-788 du 10 mai 2007 relatifs aux établissements publics de coopération culturelle et modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment les articles L. 1431-1 et suivants et R. 1431-1 et suivants,

Vu l'arrêté du 25 avril 2024, du Préfet de Région, portant création de l'établissement public de coopération culturelle « SCENE NATIONALE DU GRAND NARBONNE » ;

Vu les statuts de l'EPCC dans ses articles 10 et 11 relatifs aux attributions du Conseil d'administration, du Président du conseil d'administration.

Vu les statuts de l'EPCC dans son article 26 relatifs aux Dispositions transitoires relatives à la mise en activité de l'Établissement.

Compte tenu que l'assemblée générale de l'association Théâtre + Cinéma – Scène nationale du Grand Narbonne en date du 28 Juin 2024 a validé le projet de transfert d'activité à l'EPCC. A cet effet, la convention de transfert est jointe en annexe du présent dossier

#### Vote

Il est proposé au Conseil d'Administration de procéder :

- D'accepter le transfert de l'activité et des ressources qui s'y attachent.
- D'accepter la convention de transfert, ci-jointe en annexe.
- De permettre au directeur de finaliser cet acte et de le signer.

**Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration**

#### **DECIDENT**

##### Article 1 :

D'accepter le transfert de l'activité et des ressources qui s'y attachent.

##### Article 2 :

D'accepter la convention de transfert de l'association à l'EPCC, ci-jointe en annexe.

##### Article 3 :

De permettre au directeur de finaliser et de signer la convention de transfert de l'association à l'EPCC, ci-jointe en annexe.

Fait et délibéré à Narbonne le, 28/06/2024

**POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME**

La Présidente de l'EPCC « Scène nationale du Grand Narbonne »  
Mme Emma BELLOTTI



## CONVENTION DE TRANSFERT DE L'ENSEMBLE DES ACTIFS

### ENTRE :

**L'établissement public de coopération culturelle Scène nationale du Grand Narbonne**, ayant un caractère d'établissement public industriel et commercial, créé par l'arrêté préfectoral du 26 avril 2024, dont le siège est situé 2 av Maître Hubert Mouly, immatriculé au RCS de Narbonne sous le numéro de SIRET : 929 371 938 00010

Représentée par son **Directeur, Monsieur Fabien Bergès**, dûment habilitée à cet effet.

Ci-après dénommée « l'EPCC »

D'une part,

### ET :

**L'association Théâtre + Cinéma – Scène nationale Grand Narbonne**, régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, dont le siège social est situé au 2 av Maître Hubert Mouly, 11100 Narbonne déclarée à la sous-préfecture de Narbonne sous le numéro W113001075, représentée par son **Président, Monsieur Pierre Clouet**, dûment habilité à cet effet par l'Assemblée générale extraordinaire en date du 28 juin 2024

Ci-après dénommée « l'Association »

D'autre part,

Ensemble ci-après dénommées « les Parties »

### ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

L'Association est engagée, depuis janvier 2024, dans une procédure de transfert de ses activités vers un Etablissement Public de Coopération Culturelle (EPCC)

Il est créé depuis le 26 avril 2024 par la Commune de Narbonne, l'Agglomération du Grand Narbonne, le Département de l'Aude et l'Etat (Ministère de la Culture / DRAC Occitanie) un établissement public de coopération culturelle, dont le transfert d'activité statutaire sera effectif à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2024.

L'Association a décidé de procéder au transfert de ses activités et des actifs attachés à l'EPCC au 1<sup>er</sup> Juillet 2024 lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 juin 2024.

Cette proposition a été acceptée par l'EPCC.

Ce transfert d'activités est réalisé dans des conditions permettant la continuité du service et selon les modalités précisées ci-après.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

#### ARTICLE 1 : TRANSFERT

Par les présentes, l'Association transfère, en s'obligeant à toutes les garanties ordinaires et de droit, à l'EPCC, qui l'accepte, l'ensemble des éléments d'actifs qui sont attachés à l'exercice de l'activité.

#### ARTICLE 2 : DESIGNATION DES ACTIFS TRANSFERES :

La cession porte sur les actifs comprenant :

1. Les marques, noms, brevets, la clientèle (abonnés, adhérents..), les fichiers commerciaux et techniques, ainsi que l'ensemble des immobilisations incorporelles figurant en annexe n°1 ;
2. Le matériel, les objets mobiliers servant à son exploitation décrits et estimés en annexe n°1 ;
3. L'ensemble des contrats en cours, tant au niveau de l'activité que du fonctionnement, décrits et estimés en annexe n°2 ;

#### ARTICLE 3 : DATE DE TRANSFERT DE PROPRIETE

L'EPCC aura la propriété de l'ensemble des éléments d'actifs présentement cédé et en aura la pleine jouissance à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2024.

#### ARTICLE 4 : CHARGES ET CONDITIONS DE LA CESSION

La présente cession est consentie et acceptée sous les charges suivantes que les parties s'obligent chacune en ce qui la concerne à exécuter et à accomplir.

##### 4.1. Concernant l'Association

L'Association s'engage à prêter collaboration à l'EPCC à compter de la prise de possession durant le temps qu'il lui sera nécessaire pour :

- lui faire connaître l'activité, les fournisseurs et lui transmettre tous les éléments en sa possession relatifs à la bonne marche de l'exploitation,
- remettre à l'EPCC, sans délai, toute correspondance qu'elle aurait reçue ayant trait à l'activité transférée,
- et signer tout avenant de transfert de contrats et polices existant actuellement et notamment prêter concours pour que les droits d'abonnement téléphonique profitent à son successeur sous les mêmes numéros,

Concernant les contrats en cours, l'association a d'ores et déjà proposé des avenants aux cocontractants, précision étant faite que seuls ces derniers ont capacité à accepter ou refuser le transfert des dits contrats.

#### 4.2. Concernant l'EPCC

L'EPCC devra :

- prendre l'activité cédée avec tous les éléments en dépendant, dans leur état au jour de l'entrée en jouissance, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité, pour quelque cause que ce soit,
- faire son affaire personnelle, à partir du jour de l'entrée en jouissance, de la poursuite éventuelle de tous les contrats d'assurance concernant l'activité souscrits par l'Association de telle sorte que l'Association ne soit jamais inquiétée ni sa responsabilité recherchée à ce sujet,
- sous réserve, le cas échéant, de l'accord des cocontractants, continuer les contrats en cours liés à l'exploitation et rembourser à l'Association les charges constatées d'avance à ce titre, selon un décompte ultérieur qui sera régularisé entre les parties d'ici au 30/09/2024 au plus tard,
- d'une manière plus générale reprendre à son compte tous les engagements en cours à la date de transfert, tels que commandes passées auprès des fournisseurs, marchés, abonnements et tous autres engagements liés à l'exploitation des éléments cédés
- payer tous les frais, droits et émoluments au titre des présentes ainsi que ceux qui en seront les suites ou les conséquences,
- acquitter, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2024, tous impôts, taxes, redevances et contributions de toutes natures liés à l'exploitation des éléments transférés.
- mettre à disposition de l'Association à titre gratuit les moyens techniques et en personnel lui permettant d'assurer la clôture administrative et comptable relatives aux activités transférées et ce jusqu'à la liquidation.
- conserver jusqu'à leur prescription l'ensemble des archives comptables, fiscales, juridiques et sociales de l'association de telle sorte qu'elles puissent être remises à première demande au Président et/ou liquidateur de l'Association en cas de nécessité.

#### 4.3. Transfert des contrats de travail attachés à l'exploitation

L'ensemble des éléments essentiels de l'activité étant transféré et compte tenu de la continuité dans l'exploitation de l'activité, les contrats de travail des personnels de droit privé affectés à celle-ci sont transférés à l'EPCC en application de l'article L.1224-1 du Code du travail.

La liste du personnel, leur qualification, la nature de leur contrat et l'état des congés payés et autres éléments acquis au 30 juin 2024, sont précisés en annexe n°3.

De la même manière et pour la parfaite information du cessionnaire, la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles datée du 30 novembre 2013 portant sur l'organisation et la durée du travail.

Il est expressément convenu entre les parties que l'EPCC assumera auprès du personnel la charge des congés payés acquis au 30 juin 2024 et plus généralement l'ensemble des droits acquis à cette date tels que détaillés en annexe n° 4, étant précisé que cette charge sera remboursée par l'association à l'EPCC.

## ARTICLE 5 : PRIX

### 5.1. Méthode de calcul

Eu égard d'une part aux modalités de financement de l'EPCC, et d'autre part aux modalités d'amortissement des immobilisations par l'association, censées être conformes à leur durée de vie, les parties conviennent de valoriser les actifs transférés à leur Valeur Nette Comptable calculée à la date du 30 juin 2024<sup>1</sup>.

La valeur globale des éléments d'actif transférés, dont le détail sera donné comme indiqué ci-dessus en point <sup>1</sup>, ressort dès lors à :

- Valeur Net Comptable des éléments incorporels.....	3 858 €
- Valeur Net Comptable des éléments corporels .....	245 860 €
- soit un total Valeur Net Comptable de .....	249 718 €
- montant des subventions d'investissement reçues par l'association.....	213 382 €
- montant restant à financer par l'EPCC.....	36 336 €

Ce montant sera acquitté par l'EPCC au plus tard le 30 septembre 2024, par mandat administratif du Trésor Public sur le compte de l'association ouvert auprès de la Caisse d'Epargne.

### 5.2. Affirmation de sincérité

Les parties affirment sous les peines édictées par l'article 8 de la loi du 18 avril 1918 (CGI, art. 1837) que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu.

Elles reconnaissent avoir été informées des peines encourues en cas d'inexactitude de cette déclaration et affirment que le présent contrat n'est modifié par aucune contre-lettre contenant augmentation du prix.

## ARTICLE 6 : ABSENCE DE PUBLICATION ET SEQUESTRE

S'agissant du transfert d'éléments incorporels et corporels non constitutifs d'un fonds de commerce, il est précisé que le présent acte ne requiert pas l'application des dispositions des articles L. 141-1 à L. 143-23 du Code de commerce relatifs à la vente et au nantissement des fonds de commerce.

De même, le prix de transfert ne sera pas séquestré.

---

<sup>1</sup> L'intégration à l'actif de l'EPCC de chaque bien se fera à partir de sa valeur d'achat, de sa date d'acquisition, de la durée d'amortissement retenue, du montant de l'amortissement pratiqué jusqu'au 30/06/2024 et de sa valeur nette comptable (VNC) après imputation de l'intégralité des subventions d'équipement reçues par l'association.

#### ARTICLE 7 : FRAIS

Tous les frais et droits des présentes, ainsi que ceux qui en seront la suite ou la conséquence et les frais de toute nature seront à la charge de l'EPCC qui l'accepte et s'y oblige expressément.

Le cédant, conformément à l'article 201 du Code général des impôts, devra remettre à l'administration fiscale les renseignements nécessaires pour l'établissement des déclarations fiscales.

#### ARTICLE 8 : DECLARATIONS FISCALES

Le présent acte sera soumis à la formalité de l'enregistrement dans le mois de sa signature aux frais et à la diligence de l'EPCC.

Conformément à l'instruction de la DGI n° 3 A-6-06 du 20 mars 2006, la présente cession est dispensée de TVA, s'agissant d'une transmission d'une universalité de biens permettant de poursuivre une activité économique autonome.

En application de l'instruction de la DGI N° 3 A-6-90 du 22 février 1990, l'EPCC s'engage à soumettre à la TVA les cessions ultérieures des matériels en cause et à procéder, le cas échéant, aux régularisations prévues aux articles 210 et 215 de l'annexe du CGI telles qu'elles auraient été exigibles si l'Association avait continué à utiliser ce bien.

#### ARTICLE 9 : LITIGES

Le présent contrat est soumis au droit français. Tout différend né entre les parties de l'interprétation et/ou de l'exécution du présent contrat sera soumis, par la partie la plus diligente, à défaut de résolution amiable, au tribunal administratif de Narbonne.

#### ARTICLE 10 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile pour chacune en son siège social.

Fait à Narbonne, le 28/06/24  
En cinq exemplaires originaux dont un pour l'enregistrement.

  
Pour l'Association  
Pierre Clouet, Président

  
Pour l'EPCC  
Fabien Bergès, directeur

